



Assemblée générale

Soixante-troisième session

Documents officiels

Distr.: Générale
3 février 2008

Français
Original : anglais

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

08-58024 (F)



Sixième Commission

Compte rendu analytique de la 22^{ème} séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 31 octobre 2008, à 15 heures

Président: M. Lamine (Vice-Président) (Algérie)

Sommaire

Point 75 de l'ordre du jour: Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixantième session (*suite*)

En l'absence de M. Al Bayati (Iraq), M. Lamine (Algérie), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15h10.

Point 75 de l'ordre du jour: Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixantième session (suite) (A/63/10)

1. **Mme Escobar Hernández** (Espagne), évoquant les méthodes de travail et les activités futures de la Commission du droit international (CDI), dit que sa délégation se réjouit que la CDI ait célébré son soixantième anniversaire en faisant le bilan de ses travaux et de ses relations avec la Sixième Commission, comme l'attestent la réunion qui s'est tenue en mai 2008 à Genève et le dialogue interactif avec les conseillers juridiques, qui a permis de recenser les problèmes tout en envisageant comment renforcer l'efficacité des travaux de la CDI d'un point de vue concret. À cet égard, la délégation espagnole se félicite de la proposition de la CDI de continuer à organiser des réunions périodiques avec les conseillers juridiques et ministres des affaires étrangères et de sa décision d'accroître les contacts avec diverses institutions juridiques internationales actives dans des domaines intéressant ses travaux. De plus, les sujets retenus par la CDI pour son quinquennat actuel, y compris les deux nouveaux sujets, à savoir "Les traités dans le temps" et "La clause de la nation la plus favorisée", répondent aux besoins qui se sont fait jour dans la pratique récentes. L'examen de ces nouveaux sujets ne doit toutefois pas compromettre les travaux en cours.

2. S'agissant des réserves aux traités, les déclarations interprétatives présentent un intérêt particulier pour les États, eu égard en particulier au silence des Convention de Vienne à cet égard. La délégation espagnole est réservée en ce qui concerne la distinction entre les deux catégories de déclarations interprétatives dans les directives 1.2 et 1.2.1. Même si les raisons ayant amené le Rapporteur spécial à établir cette distinction sont claires, la catégorie des "déclarations interprétatives conditionnelles" est artificielle, et semble constituer un *tertium genus* à mi-chemin entre les véritables déclarations interprétatives et les réserves. Ce choix théorique comporte certains risques et conséquences méthodologiques; par exemple, comment les mêmes règles peuvent-elles être appliquées aux deux types de déclarations interprétatives pour ce qui est de leur formulation, leur durée et la signification du silence des tiers alors que

les définitions figurant dans les directives 1.2 et 1.2.1 indiquent que les unes et les autres ont un objet différent et sont censées produire des effets différents sur le régime conventionnel?

3. Il importe aussi d'envisager la situation dans laquelle un État, lorsqu'il accède à un traité ou le ratifie, formule une déclaration qui contient des éléments de nature essentiellement politique, laquelle est souvent suivie de déclarations similaires d'États tiers intéressés qui réagissent. La délégation espagnole se demande si ce type de déclaration constitue une troisième catégorie de déclarations interprétatives qui n'a pas été envisagée dans le Guide de la pratique bien qu'elle soit fréquemment utilisée. La "déclaration interprétative conditionnelle", qu'il s'agisse ou non d'une "réserve déguisée", introduit une certaine distorsion et cette notion devrait donc être examinée plus avant par la CDI.

4. Les effets du silence face à une déclaration interprétative ne peuvent être déterminés qu'en rapport avec le caractère interprétatif de ce type de déclaration. En conséquence, au lieu de créer des effets pour l'État qui garde le silence, une réaction au silence à une déclaration spécifique ne ferait que neutraliser les effets interprétatifs de cette déclaration, qui serait unilatérale et donc difficile à opposer à des États tiers. Néanmoins, dans certaines circonstances, l'interaction entre la déclaration interprétative, le silence et les attentes réciproques qui en résultent pour l'État déclarant et l'État silencieux, et pour les États tiers, risquerait d'aboutir à attribuer au silence un effet qui, associé à l'acquiescement, est difficile à évaluer et se situerait entre une acceptation de la déclaration interprétative et l'abandon de la position qui pouvait jusqu'alors être celle de l'État gardant le silence. Il serait difficile et peut-être futile d'énumérer les circonstances dans lesquelles cet effet résulterait du silence. Ces circonstances doivent être déterminées au cas par cas, eu égard au contenu de la déclaration interprétative, à la situation dans laquelle l'État a gardé le silence et à la position antérieure des deux États sur la question. Quoi qu'il en soit, maintenir une distinction entre "déclarations interprétatives" et "déclarations interprétatives conditionnelles" complique la réponse donnée par le Guide s'agissant des effets du silence. La CDI devrait donc envisager d'examiner la relation entre les deux éléments.

5. En ce qui concerne la responsabilité des organisations internationales et, en particulier, la

proposition d'inclure les contre-mesures, la délégation espagnole souscrit à l'approche générale du Rapporteur spécial ainsi qu'à ses considérations spécifiques sur la portée éventuelle des contre-mesures, les conditions de leur exercice et les règles régissant leur cessation. Il faut néanmoins à cet égard tenir compte des règles internes de chaque organisation internationale. Comme l'a fait observer le Rapporteur spécial, il faut être prudent lorsqu'on analyse la possibilité d'adopter des contre-mesures dans ce cadre. Néanmoins, la délégation espagnole ne partage pas l'opinion de ceux qui considèrent que les sanctions adoptées par le Conseil de sécurité en vertu du Chapitre VII de la Charte constituent des contre-mesures. De telles sanctions, qui sont des mesures adoptées conformément aux règles régissant l'Organisation des Nations Unies, doivent être exclues des dispositions relatives aux contre-mesures figurant dans le projet d'articles.

6. **M. Sheeran** (Nouvelle-Zélande), se référant aux projets de directive sur les réserves aux traités, dit que la Nouvelle-Zélande appuie l'approche retenue pour la formulation des objections dans le projet de directive 2.6.5, parce qu'il est important qu'États et organisations internationales puissent formuler des objections aux réserves lorsqu'ils ne sont pas encore parties à un traité, dès lors qu'ils ont la faculté de le devenir ultérieurement. Elle appuie aussi le projet de directive 2.6.11 et pense également qu'une partie ne devrait pas être tenue de formuler de nouveau une objection à une réserve après que cette dernière a été formellement confirmée, car le facteur clé est la connaissance par l'État réservataire de l'intention de l'État objectant en ce qui concerne sa réserve.

7. D'une manière générale, étant donné la nature des déclarations interprétatives, le consentement ne devrait pas pouvoir être déduit du silence d'un État ou d'une organisation internationale face à de telles déclarations. Néanmoins, dans les circonstances où le silence équivaldrait à un consentement, les facteurs pertinents doivent être clairement identifiés sur la base de la pratique des États, et expliqués. Le second paragraphe du projet de directive 2.9.9 indique seulement qu'il y aurait dérogation "dans certaines circonstances particulières", sans aucune précision quant à ces circonstances. Cette imprécision risque de constituer une charge administrative pour les États en les obligeant à examiner chaque déclaration interprétative et à y réagir pour protéger leur position. De plus,

l'incertitude quant aux effets du silence face à telle ou telle déclaration interprétative risque d'avoir une conséquence fâcheuse, à savoir amener les États à faire de plus en plus de déclarations interprétatives et à formuler de plus en plus d'objections à de telles déclarations. Cette imprécision risque aussi d'occulter l'intention évidente du projet de directive, qui est de poser une règle en vertu de laquelle, d'une manière générale, les États n'ont pas à réagir à une déclaration interprétative pour éviter d'être liés par elle. Le libellé de ce projet de directive doit donc être réexaminé avant d'être adopté.

8. S'agissant des projets d'articles sur les contre-mesures, ce sujet, déjà complexe s'agissant de la responsabilité de l'État, l'est encore plus s'agissant de celle des organisations internationales. La relation entre une organisation internationale et ses membres doit être régie par l'instrument constitutif de l'organisation. Les paragraphes 4 et 5 du projet d'article 52 l'indiquent clairement. Pour ce qui est du principe général, la délégation néo-zélandaise a des réserves quant à l'idée qu'une organisation internationale puisse prendre des contre-mesures contre un État qui n'en est pas membre; de plus, un État faisant l'objet de mesures obligatoires imposées par le Conseil de sécurité n'aurait pas le droit de prendre des contre-mesures face auxdites mesures.

9. S'agissant de l'expulsion des étrangers, les États ont certes le droit souverain d'expulser les étrangers de leur territoire et exercent un pouvoir discrétionnaire en matière de nationalité, mais ce pouvoir n'est pas illimité car il est assujéti à des conditions procédurales et de fond précises qui protègent l'individu contre l'arbitraire de l'État. Vu la difficulté de réaliser un équilibre entre ces droits et obligations, il ne semble pas opportun que la CDI élabore au stade actuel des projets d'article sur les questions traitées dans le quatrième rapport sur le sujet. Pour formuler des définitions, il est d'abord nécessaire de recenser les principes généraux applicables directement à l'expulsion des étrangers, puis d'évaluer comment ces principes sont liés à d'autres considérations juridiques et politiques; cette tâche doit être menée sans préjuger la forme finale que prendra le résultat des travaux.

10. **M. Troncoso** (Chili), évoquant la réunion qui au eu lieu récemment entre la CDI et les conseillers juridiques des gouvernements, dit que sa délégation appuie la proposition de la CDI tendant à ce que de telles réunions soient organisées au moins une fois tous

les cinq ans et se félicite en outre que la CDI s'ouvre à des activités extérieures dans l'intérêt de la codification et du développement progressif du droit international.

11. S'agissant du régime juridique applicable aux aquifères transfrontières, le projet d'articles est équilibré et pose les principes généraux de l'utilisation équitable et raisonnable des aquifères par les États. De plus, ce projet d'articles est conforme aux tendances du droit international de l'environnement parce qu'il pose l'obligation des États de prendre les mesures voulues pour prévenir le dommage appréciable que l'utilisation des aquifères par un État peut causer à un autre État, éliminer ce dommage ou en atténuer les effets.

12. S'agissant des effets des conflits armés sur les traités, le projet d'articles repose sur la nécessité de préserver la stabilité et la continuité des relations conventionnelles et dispose en conséquence que l'éclatement d'un conflit armé ne met pas nécessairement fin à un traité ni n'en suspend l'application. La décision d'inclure une liste indicative des catégories de traités demeurant intégralement ou partiellement en vigueur durant un conflit armé présente certains avantages mais risque aussi d'être source de difficultés. Presque tous les traités énumérés par la CDI ont été adoptés pour demeurer en vigueur même en cas de conflit armé, ce qui fait qu'on peut se demander ce qu'il en est des traités qui ne figurent pas sur la liste et s'il sera nécessaire de démontrer par d'autres moyens qu'ils doivent aussi demeurer en vigueur dans de telles circonstances. Il n'est ni souhaitable ni possible d'établir une liste exhaustive de traités; toutefois, si l'on établit une liste, doivent y figurer tous les traités qui, en raison de leur importance, peuvent et doivent demeurer en vigueur durant un conflit armé. La CDI devrait donc revenir sur la question en seconde lecture.

13. D'une manière générale, la délégation chilienne approuve les projets d'articles, estimant qu'ils reflètent le droit international conventionnel comme le droit international coutumier applicables aux effets des conflits armés sur les traités. Toutefois, certaines dispositions, comme le projet d'article 7, une disposition superflue relative aux dispositions expresses sur l'application des traités, devront peut-être être modifiés ou supprimés une fois que la CDI aura reçu les observations des gouvernements. Enfin, il est significatif que nombre des projets d'articles reposent sur la Convention de Vienne sur le droit des traités et préservent les effets juridiques de certaines des

dispositions fondamentales du droit international, notamment celles de la Charte des Nations Unies.

14. S'agissant de la protection des personnes en cas de catastrophe, les observations de la délégation chilienne sont préliminaires et ne traduisent pas nécessairement la position définitive de son gouvernement. À la différence de la plupart des autres sujets examinés par la CDI, dans le cas de la protection des personnes en cas de catastrophe, les éléments *de lege ferenda* sont plus nombreux que ceux de *lex lata*. La CDI devra tout d'abord définir la notion de protection puis déterminer les droits et obligations des différents intervenants en cas de catastrophe. Les projets d'articles devraient envisager les catastrophes dues à l'activité de l'homme aussi bien que les catastrophes naturelles. Toutefois, ils ne devraient pas s'appliquer dans les situations déjà couvertes par un statut juridique, comme le droit international humanitaire ou les normes énoncées dans les traités relatifs à l'environnement.

15. Les projets d'articles doivent adopter une approche holiste, et porter sur les diverses phases d'une catastrophe: prévention, intervention et relèvement. De plus, la CDI devrait tenir compte de toutes les sources de droit pertinentes, y compris le droit international des droits de l'homme, le droit international humanitaire et le droit international des réfugiés et des personnes déplacées. La tâche la plus importante et peut-être la plus complexe consiste à déterminer avec précision les droits et responsabilités des différents acteurs intervenant dans les situations de catastrophe, en tenant compte tant des obligations *erga omnes* que de la protection des droits fondamentaux. Le droit international des droits de l'homme permet de suspendre temporairement certains droits dans des circonstances exceptionnelles. Le Rapporteur spécial devrait examiner cette question et indiquer à la Commission les droits dont il estime qu'ils peuvent être suspendus en cas de catastrophe, et ceux dont il estime qu'ils ne peuvent jamais l'être.

16. Une autre question concerne les droits et obligations des États tiers en relation avec le droit d'assistance et l'obligation de protéger. En droit international positif, conformément au raisonnement adopté par la Cour internationale de Justice dans l'affaire des *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci*, la fourniture d'une aide strictement humanitaire à des personnes ou à des forces se trouvant dans un autre pays, quels que soient leur

appartenance politique ou leurs objectifs, ne peut être considérée comme une intervention illicite ou comme autrement contraire au droit international. De plus, en situation de catastrophe et dans certaines limites, en particulier liées à la situation financière de l'État fournissant l'assistance, un État peut être tenu de fournir une aide à un autre État, même si l'imposition d'une assistance qui n'a pas été demandée peut constituer un problème. Les droits des victimes des catastrophes sont des droits fondamentaux, comme le droit à la vie, à l'alimentation, à une eau potable, au logement, à la santé et à la non-discrimination. La délégation chilienne appuie la démarche adoptée par le Rapporteur spécial et pense comme celui-ci que l'assistance humanitaire doit reposer sur des principes comme ceux d'humanité, d'impartialité, de neutralité et de non-discrimination, ainsi que sur les principes de la souveraineté et de la non-ingérence.

17. S'agissant de l'expulsion des étrangers, les commentaires du projet d'articles devraient expressément confirmer que les nationaux, quelle que soit l'origine de leur nationalité et qu'ils possèdent ou non plus d'une nationalité, ne peuvent jamais être expulsés d'un pays dont ils ont la nationalité; de plus, les États ne devraient pas être autorisés à priver une personne de sa nationalité pour faciliter son expulsion.

18. **M. Murai** (Japon) dit qu'il convient d'établir un parallèle entre les projets d'articles 46 à 53 sur la responsabilité des organisations internationales et les articles 42 à 48 sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite. La CDI devrait étudier plus avant la notion de recours internes au sein des organisations internationales, en particulier l'étendue du droit des individus à de tels recours. La délégation japonaise se félicite de la décision de la CDI d'élaborer des projets d'articles sur les contre-mesures afin de limiter la possibilité d'utiliser celles-ci. S'agissant de l'expulsion des étrangers, il convient de tenir compte de la pratique des États, en particulier depuis la seconde guerre mondiale, afin que les travaux puissent continuer de progresser. De plus, pour réaliser un équilibre entre le droit de l'État de décider d'admettre ou non un étranger sur son territoire, qui semble inhérent à la souveraineté, et les droits de l'homme fondamentaux, il est nécessaire de tenir compte des traités ainsi que des déclarations sur le sujet.

19. **M. Hetsch** (Commission européenne), parlant au nom de la Communauté européenne, dit que si des progrès ont été accomplis dans les travaux sur la

responsabilité des organisations internationales, il est douteux que toutes les organisations internationales puissent relever de l'expression telle qu'elle est utilisée dans le projet d'articles, étant donné leur grande diversité; la Communauté européenne elle-même en est un exemple.

20. D'une manière générale, les articles 46 à 51 méritent d'être appuyés. La règle énoncée à l'article 46, à savoir qu'un État lésé ou une organisation internationale lésée peut invoquer la responsabilité d'une autre organisation internationale dans certaines circonstances, est bien fondée. La Cour internationale de Justice a jugé que toute organisation internationale ayant la personnalité juridique était habilitée à invoquer la responsabilité d'une autre organisation internationale, en particulier si celle-ci violait une obligation internationale dans les conditions précisées par la Cour. De même, l'article 47 applique de manière satisfaisante aux organisations internationales les règles énoncées pour les États, lorsque la situation en matière de notification des demandes est la même dans les deux cas.

21. La Communauté européenne ne doit pas être assimilée à l'Union européenne, comme elle l'est dans deux exemples donnés dans le rapport du Rapporteur spécial, car il existe des différences juridiques importantes entre les deux entités. De plus, les deux cas cités ne concernent pas uniquement la question de la protection diplomatique; on a jugé qu'ils n'avaient aucun lien avec l'épuisement des recours internes dans ce contexte. Néanmoins, le représentant de la Commission européenne appuie l'énoncé à l'article 48 de l'obligation d'épuiser les recours internes avant d'invoquer la responsabilité d'une organisation internationale dans le domaine de la protection diplomatique. Une disposition similaire figure au paragraphe 2 de l'article 288 du Traité établissant la Communauté européenne, aux termes de laquelle la responsabilité de la Communauté peut être invoquée "conformément aux principes généraux communs aux droits des États membres".

22. L'article 49 reprend la disposition correspondante des articles sur la responsabilité des États et mérite d'être appuyé. L'article 50 traite de la question de la pluralité des entités lésées, en cas de violation d'un traité par une partie à un accord mixte, comme par exemple entre la Communauté européenne et ses États membres d'une part et un ou plusieurs États ou organisations de l'autre. Toutefois, la mesure dans

laquelle, le cas échéant, chacune des parties peut invoquer séparément la responsabilité d'une autre partie dépend de l'étendue des compétences transférées à la Communauté par ses États membres et des obligations spécifiques desquelles ils sont tenus. Il pourrait donc être judicieux que la CDI souligne dans son commentaire qu'il est nécessaire d'appuyer, au cas par cas, les solutions de bonne foi écartant le risque de demandes concurrentes émanant de plusieurs entités lésées.

23. Sur la question de la pluralité d'entités responsables, traitée à l'article 51, le cas des accords mixtes peut là encore signifier que, ainsi que le note le Rapporteur spécial au sujet de la Communauté européenne, les obligations de la Communauté et celles de ses membres ne pourront être séparées. Ce point doit être développé davantage. Lorsque, comme cela se produit de plus en plus souvent, la Communauté et ses membres deviennent parties à une même convention multilatérale, la Communauté fait habituellement une déclaration de compétence en ce qui concerne les domaines particuliers couverts par la Convention. On peut donc en déduire qu'il est dans l'intention des parties d'éliminer la possibilité de pluralité de responsabilités. En l'absence d'une telle déclaration, l'intention des parties d'assumer des rôles distincts en matière d'exécution, telle qu'exprimée par d'autres moyens, doit être sérieusement examinée. Les responsabilités en cause peuvent aussi être précisées sur une base ad hoc en vue d'attribuer la responsabilité après l'entrée en vigueur de la Convention. Finalement, en ce qui concerne l'invocation de la responsabilité, la Communauté reconnaît en conclusion qu'un État ou une organisation internationale peuvent invoquer la responsabilité d'une autre organisation internationale même s'ils ne sont pas directement lésés; elle appuie donc, en particulier, le libellé prudent du paragraphe 3 de l'article 52.

24. Pour ce qui est des contre-mesures, il faut tenir compte de la vaste pratique de la Communauté. Une organisation internationale lésée est en principe habilitée à prendre des contre-mesures face à la violation d'un des droits que lui confère le droit international. Par exemple, en sa qualité de membre de l'Organisation mondiale du commerce, la Communauté européenne a un droit de représailles contre tout autre membre qui a manqué à une de ses obligations envers elle.

25. **Mme Ioannou** (Chypre) dit que sa délégation est convaincue qu'il faut élaborer des règles sur la responsabilité des organisations internationales, même si la pratique en la matière est limitée. Eu égard au grand nombre et à la grande diversité des organisations internationales et au rôle de plus en plus important qu'elles jouent sur la scène internationale, et à leur interaction avec la société civile et leur association croissante avec l'Organisation des Nations Unies, il est essentiel de codifier des règles générales applicables à toutes les organisations. Celles-ci doivent en effet assumer la responsabilité des conséquences de tout fait internationalement illicite qu'elles peuvent commettre, non seulement en cas de violation grave d'une obligation relevant de normes impératives du droit international général mais aussi lorsqu'un de leurs actes aboutit à la violation de droits ou cause un préjudice. Il est essentiel de codifier les conditions de l'engagement de la responsabilité ainsi que les obligations correspondantes, comme le fait le paragraphe 2 de l'article 45. Les faits illicites doivent être envisagés objectivement, sans exonération de responsabilité fondée sur les règles internes de l'organisation ou ses particularités. Le facteur essentiel doit demeurer la nature ou la gravité du fait illicite.

26. La délégation chypriote se félicite de l'adoption *mutatis mutandis* des dispositions correspondantes des articles sur la responsabilité de l'État: les mêmes considérations et le même raisonnement juridique sont applicables à la responsabilité des organisations internationales, qui est une extension et un corollaire de la responsabilité de l'État. Il est également judicieux de prévoir, aux articles 46 et 52, l'invocation de la responsabilité d'une organisation internationale lorsque l'obligation violée est due à la communauté internationale dans son ensemble; il serait de même souhaitable de prévoir la possibilité pour une organisation internationale d'invoquer la responsabilité d'un État, en particulier lorsque celui-ci viole les obligations en question.

27. Il est clair qu'une organisation internationale ne peut se soustraire à sa responsabilité en invoquant les positions de ses États membres: le lien entre les actes d'une organisation internationale et sa responsabilité et les conséquences possibles pour ses États membres doit être étudié dans un souci de certitude juridique. L'objectif doit être de trouver une méthode juridique efficace pour faire face aux faits illicites résultant des actions ou omissions des entités autres que les États

qui possèdent la personnalité juridique internationale, dans le cadre de l'entreprise plus large visant à assurer que la responsabilité de tous les acteurs internationaux responsables de faits illicites puisse être engagée. Enfin, la délégation chypriote considère que la notion de contre-mesures est un archaïsme et elle engage la CDI à procéder avec la plus grande prudence à cet égard, en accordant l'attention voulue à ce qui constitue une contre-mesure et aux conditions dans lesquelles une telle mesure peut être prise par une organisation internationale ou à l'encontre d'une telle organisation.

28. **M. Gaja** (Rapporteur spécial de la Commission de droit international chargé de la responsabilité des organisations internationales) note que certains orateurs ont regretté que ni les projets d'articles actuels ni les articles sur la responsabilité de l'État ne traitent de la question de l'invocation par une organisation internationale de la responsabilité internationale des États, ce qu'ils considèrent comme une lacune du régime général de la responsabilité internationale. Cette lacune et d'autres, notamment le contenu de la responsabilité internationale, devront être comblées, si on le juge nécessaire, dans les articles sur la responsabilité de l'État, qui ne traitent de ces questions que dans le contexte des relations entre États (article 33). La portée des projets d'articles à l'examen se limite à la responsabilité des organisations internationales.

29. La seule exception résulte du paragraphe 2 de l'article premier, qui dispose que le projet d'articles s'applique aussi à la responsabilité internationale de l'État "pour le fait internationalement illicite d'une organisation internationale". Cette disposition reflète l'article 57 des articles sur la responsabilité de l'État qui dispose que les articles en question sont "sans préjudice de toute question relative à la responsabilité d'après le droit international d'une organisation internationale ou d'un État pour le comportement d'une organisation internationale". Ceci confirme donc que l'entreprise en cours n'a pas mandat pour combler la lacune relevée, excepté dans le contexte de l'article 19 sur les contre-mesures ou dans le commentaire y relatif.

30. **M. Vargas Carreño** (Président de la Commission du droit international), présentant les chapitres IX, X et XI du rapport de la CDI (A/63/10), dit que la protection des personnes en cas de catastrophe fait l'objet du chapitre IX. La CDI était saisie du rapport préliminaire du Rapporteur spécial (A/CN.4/598), dans

lequel celui-ci faisait l'historique de la protection des personnes en cas de catastrophe, présentait les sources de droit et les précédents travaux de codification et de développement du droit en la matière. L'événement le plus récent dans ce domaine est l'adoption lors de la trentième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge des Lignes directrices relatives à la facilitation et à la réglementation nationales des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe.

31. Le Rapporteur spécial a également exposé dans leurs grandes lignes les différents aspects du cadre général du sujet de façon à déterminer les principales questions juridiques à traiter et formulé des conclusions provisoires, sans préjudice du résultat de la discussion au sein de la CDI. Il a en particulier, à partir du titre choisi par la CDI pour le sujet, extrapolé sur la possibilité d'une conception plus large de la protection, impliquant une approche fondée sur les droits qui couvrirait un large éventail de situations de catastrophe. La CDI était également saisie d'un mémorandum exhaustif du Secrétariat (A/CN.4/590 et Add.1 à 3), axé essentiellement sur les catastrophes naturelles et donnant un aperçu des instruments juridiques applicables à divers aspects de la prévention des catastrophes et des secours, ainsi que de la protection des personnes en cas de catastrophe.

32. Lors de ses débats, la CDI a d'une manière générale reconnu que le sujet soulevait toute une série de questions complexes. En dépit de ses origines vatteliniennes, la pratique des États demeurerait peu abondante, et la difficulté consistait à identifier et projeter, à partir des sources disponibles, des principes permettant à la CDI de s'acquitter de sa fonction statutaire de codification et de développement progressif du droit international. Il est probable que plusieurs aspects des travaux de la CDI sur le sujet relèveront davantage de la *lex ferenda* que de la *lex lata*. C'est pourquoi il est essentiel d'aborder le processus de systématisation de manière réfléchie, et notamment, le cas échéant, d'analyser la pratique des acteurs non étatiques afin d'identifier les meilleures pratiques.

33. Les considérations clés invoquées lors du débat touchaient le champ d'application *ratione materiae*, *ratione personae*, *ratione temporis* et *ratione loci* du sujet. La définition de la "protection" est un aspect central des travaux de même que la possibilité de définir très largement la notion de "catastrophe", tout

en excluant de cette définition le "conflit armé", principalement parce qu'il existe déjà un régime bien défini en la matière, qui constitue une *lex specialis*. Les paragraphes 230 à 240 du rapport rendent compte du débat de la CDI sur la portée du sujet.

34. La CDI a aussi examiné l'équilibre qu'il convenait de réaliser entre les droits des individus affectés par la catastrophe et les droits de l'État concerné. Elle s'est demandée si une approche fondée sur les droits incluait le droit des victimes à l'assistance humanitaire, dans quelle mesure les droits de l'État affecté devaient être pris en considération, en particulier sa souveraineté et, conformément au principe de complémentarité, le rôle principal qui était le sien dans l'engagement, l'organisation, la coordination et la fourniture de l'aide humanitaire; elle s'est aussi demandée quel devait être le fondement de la fourniture de l'assistance aux personnes affectées par la catastrophe.

35. On a estimé qu'une approche fondée sur les droits était solidement ancrée dans le droit positif, en particulier le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme, le droit international des réfugiés et les droits relatifs aux personnes déplacées. Toutefois, étant donné la nécessité impérative de porter secours aux victimes de catastrophes en temps voulu, on s'est demandé si une approche fondée sur les droits était la meilleure manière de protéger pleinement les victimes de catastrophes. De longs débats ont eu lieu sur la pertinence de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'humanité, de l'impartialité, de la neutralité, de la non-discrimination, de la solidarité et de la coopération internationale en tant que principes devant guider les secours humanitaires, et on s'est demandé si une obligation de protection devrait être à la base du sujet. Les débats de la CDI sur ces questions sont relatés aux paragraphes 227 à 229 du rapport, ainsi qu'aux paragraphes 241 à 250.

36. La CDI a débattu de la forme finale de ses travaux sur le sujet, et certains membres ont convenu avec le Rapporteur spécial qu'il était souhaitable de prendre une décision à cet égard relativement rapidement. La tâche de la CDI relevant davantage du développement progressif que de la codification, l'objectif concret serait de définir un cadre de règles, directives ou mécanismes juridiques propres à faciliter la coopération internationale en cas de catastrophe. À cet égard, certains membres de la CDI penchaient en faveur d'une convention-cadre énonçant des principes

généraux qui pourraient servir de référence pour élaborer des accords spéciaux ou régionaux. D'autres étaient favorables à des directives non contraignantes, dont l'élaboration constituait un objectif plus réaliste. Pour certains membres, il était prématuré d'arrêter la forme finale du résultat des travaux. Dans l'intervalle, des projets d'articles devaient être présentés pour examen.

37. En ce qui concerne la poursuite des travaux sur le sujet, le Rapporteur spécial a déclaré qu'il axerait initialement son étude sur les catastrophes naturelles, sans perdre de vue les autres types de catastrophes. Il a rappelé que dans l'étude de 2006, la CDI avait déjà anticipé cette démarche et avait prié le Secrétariat, en 2007, d'établir une étude limitée aux catastrophes naturelles. Il a estimé qu'il appartenait à la CDI de mettre au point des projets d'articles, sans préjudice de la forme du produit final, l'objectif consistant à élaborer un ensemble de dispositions qui serviraient de cadre juridique à la conduite des activités internationales de secours en cas de catastrophe, précisant les principes et les notions juridiques de base afin que les secours en cas de catastrophe puissent se déployer dans des conditions de sécurité.

38. À l'évidence, les travaux sur le sujet nécessiteront des consultations avec de multiples acteurs, y compris l'Organisation des Nations Unies et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, auxquelles des questions particulières étaient adressées au chapitre III du rapport. Le Rapporteur spécial a déjà pris des contacts afin de faciliter une meilleure compréhension des problèmes concrets. La CDI souhaiterait aussi recevoir des informations sur la pratique des États en la matière, y compris la législation interne, et des informations et observations sur les problèmes juridiques et institutionnels concrets rencontrés par les États s'agissant de gérer les catastrophes ou d'y répondre. La fréquence, l'ampleur et le caractère dévastateur des catastrophes récentes, en particulier naturelles, rendent le sujet très actuel. La CDI espère que les gouvernements l'aideront en lui fournissant les observations et informations nécessaires pour lui permettre de poursuivre rapidement ses travaux.

39. S'agissant du chapitre X du rapport, relatif à l'immunité des représentants de l'État de la juridiction pénale étrangère, le Président de la Commission du droit international indique que celle-ci était saisie du rapport préliminaire du Rapporteur spécial

(A/CN.4/601) et d'un mémorandum du Secrétariat (A/CN.4/596). Le rapport du Rapporteur spécial visait à donner un bref historique de l'examen du sujet par la CDI et l'Institut de droit international et d'exposer les questions que la CDI devrait analyser. Ce rapport examinait quelques-unes seulement de ces questions; les autres, y compris celle de la portée de l'immunité des représentants de l'État de la juridiction pénale étrangère et certaines questions de procédure, seraient examinées dans son rapport suivant.

40. Les débats de la CDI sur le sujet sont résumés aux paragraphes 278 à 299 du rapport. D'une manière générale, la CDI a appuyé la proposition du Rapporteur spécial tendant à ce qu'elle n'examine pas, dans le cadre du sujet, la question de l'immunité devant les tribunaux pénaux internationaux et devant les juridictions de l'État de nationalité du représentant en cause. Quelques membres ont souligné que les immunités des agents diplomatiques, des fonctionnaires consulaires, des membres des missions spéciales et des représentants des États auprès des organisations internationales faisaient déjà l'objet d'une codification et qu'il n'était pas nécessaire d'y revenir dans le cadre du sujet. La CDI est convenue avec le Rapporteur spécial que l'immunité des représentants de l'État de la juridiction pénale étrangère reposait sur le droit international, en particulier le droit international coutumier, et non uniquement sur la courtoisie internationale. Toutefois, pour certains membres, il y avait place dans cette matière pour le développement progressif du droit international.

41. Les membres de la CDI ont fait des observations sur les concepts fondamentaux examinés par le Rapporteur spécial dans son rapport préliminaire, y compris les notions de "juridiction" et d'"immunité", ainsi que sur la raison d'être de l'immunité et les effets sur celle-ci du principe de la compétence universelle. Des membres sont aussi convenus avec le Rapporteur spécial qu'une distinction devait être faite entre deux types d'immunité des représentants de l'État, à savoir l'immunité *ratione personae* et l'immunité *ratione materiae*. À propos de la terminologie à employer pour désigner les personnes couvertes par l'immunité, certains membres ont appuyé la proposition du Rapporteur spécial de continuer à employer, à ce stade, l'expression "représentants de l'État" ("*State officials*"), alors que d'autres membres ont estimé qu'il serait préférable d'employer les mots "agents" ou, dans le texte anglais, "*representatives*". En tout état de cause,

il convenait de déterminer avec précision les personnes entrant dans la définition.

42. Plus précisément, la CDI a souscrit à l'avis du Rapporteur spécial selon lequel le sujet devait couvrir tous les représentants de l'État, étant donné qu'ils bénéficiaient tous de l'immunité *ratione materiae*. Certains membres ont appuyé l'idée que les chefs d'État, les chefs de gouvernements et les ministres des affaires étrangères (la "*troïka*") jouissait de l'immunité *ratione personae*. Certains se sont demandés si l'immunité personnelle du ministre des affaires étrangères, reconnue par la Cour internationale de Justice dans l'affaire du *Mandat d'arrêt*, était justifiée en droit international coutumier. On s'est aussi demandé si l'immunité personnelle devait être étendue à d'autres représentants de haut rang, tels que les vice-présidents, les ministres, les présidents des parlements, les présidents des plus hautes juridictions et les présidents des entités constitutives des États fédéraux. De plus, on a proposé que la CDI étudie la question de l'immunité du personnel militaire déployé à l'étranger en temps de paix, laquelle faisait souvent l'objet d'accords multilatéraux ou bilatéraux mais soulevait aussi des questions de droit international général.

43. Des opinions différentes ont été exprimées sur le rôle de la reconnaissance dans le contexte de l'immunité. À la lumière du débat, le Rapporteur spécial a proposé que la CDI examine les effets éventuels de la non-reconnaissance d'une entité en tant qu'État sur l'immunité de ses représentants. Des opinions divergentes se sont aussi exprimées sur l'opportunité d'examiner, dans le cadre du sujet, l'immunité des membres de la famille des représentants de l'État, immunité qui pour le Rapporteur spécial reposait sur la courtoisie internationale.

44. Une part substantielle du débat a porté sur les exceptions éventuelles à l'immunité, en particulier en cas de crimes de droit international. Pour certains membres, il existait suffisamment d'éléments, à la fois dans la pratique des États et dans les travaux passés de la CDI, pour affirmer qu'il existait une exception à l'immunité lorsque les représentants d'un État étaient accusés d'un crime de cette nature. Des membres ont ajouté que la position adoptée par la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative au *Mandat d'arrêt* allait à l'encontre de la tendance générale qui montrait que la communauté internationale dans son ensemble condamnait certains crimes, et que la CDI ne devait pas hésiter soit à

s'écarter de ce précédent, soit à procéder au titre du développement progressif du droit.

45. Pour d'autres membres, la CDI devait hésiter à restreindre l'immunité. À leur avis, la décision *Mandat d'arrêt* était le reflet de l'état actuel du droit international et l'évolution après sa parution des jurisprudences internationales et nationales et des législations nationales le confirmait. Ces membres ont soutenu que si la CDI devait comme toujours envisager de faire des propositions *de lege ferenda*, elle ne devait le faire qu'après une analyse attentive et exhaustive de la *lex lata* et des raisons politiques sur lesquelles reposait celle-ci.

46. Enfin, certains membres ont souligné que la CDI devait examiner d'autres exceptions possibles à l'immunité des représentants de l'État, à savoir les cas où des actes officiels sont accomplis sur le territoire d'un État étranger sans l'autorisation de cet État, tels que sabotages, enlèvements, meurtres commis par les agents de services secrets étrangers, intrusions aériennes et maritimes et espionnage.

47. S'agissant de l'obligation d'extrader ou de poursuivre, sujet faisant l'objet du chapitre XI du rapport, la CDI était saisie du troisième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/603), ainsi que d'observations et d'informations reçues des États (A/CN.4/599). Dans son rapport, le Rapporteur spécial a continué de formuler, à l'intention des États et des membres de la CDI, des questions sur les aspects les plus importants du sujet, notamment sur le point de savoir si l'obligation d'extrader ou de poursuivre faisait partie du droit international coutumier. Il a également proposé une version révisée du projet d'article premier, sur le champ d'application du projet d'articles, et deux nouveaux articles traitant respectivement des définitions et des traités comme source de l'obligation d'extrader ou de poursuivre.

48. Les débats de la CDI sont résumés aux paragraphes 322 à 328 du rapport; certains membres se sont réservés le droit de faire des observations l'année suivante sur les questions soulevées. Une bonne partie du débat a été consacrée à la méthode utilisée par le Rapporteur spécial dans son rapport. Certains membres l'ont encouragé à s'attacher à analyser les principales questions et à formuler des propositions spécifiques en se fondant sur la pratique des États et la doctrine en la matière.

49. Les observations sur la version révisée de l'article premier sont reflétées au paragraphe 324 du rapport. S'agissant de l'article 2, consacré aux définitions, il a été suggéré de définir séparément les notions de "personnes" et "personnes relevant de sa juridiction" et de définir également l'expression "compétence universelle". Pour ce qui est de l'article 3, on a fait observer que l'idée que les traités constituaient une source de l'obligation d'extrader ou de poursuivre ne soulevait aucune controverse. Selon une opinion, il était toutefois important d'énoncer expressément ce principe dans le projet d'articles de manière à confirmer que tout traité pouvait constituer une source directe de l'obligation sans qu'il soit nécessaire d'invoquer des fondements législatifs supplémentaires.

50. Différentes opinions se sont exprimées quant aux travaux futurs de la CDI sur le sujet. On a dit que le Rapporteur spécial devait continuer à traiter des questions générales de fond et proposer des articles concrets touchant l'obligation d'extrader ou de poursuivre, par exemple sur la source de l'obligation, son rapport à la compétence universelle, les infractions qui en relèveraient et le "troisième élément de l'alternative". Le Rapporteur spécial pourrait ensuite aborder l'examen des questions de procédure, comme les motifs permettant de refuser l'extradition. Selon une autre opinion, il était peut-être préférable que la CDI examine les éléments de l'obligation d'extrader ou de poursuivre indépendamment de la source de celle-ci et de proposer des articles sur le contenu de l'obligation et les circonstances qui la mettaient en mouvement. Les États disposeraient ainsi d'une série de règles utiles fondées sur la pratique.

51. À l'issue du débat, le Rapporteur spécial a annoncé que son quatrième rapport serait axé sur les principaux aspects du sujet, comme les sources, le contenu et la portée de l'obligation, et qu'il se référerait aux travaux passés de la CDI sur le projet de Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. La CDI a aussi décidé de créer un groupe de travail sur le sujet, dont elle définirait le mandat et la composition à sa session suivante.

52. **Mme Schroderus-Fox** (Finlande), parlant au nom des pays nordiques, dit que les travaux de la CDI sur la protection des personnes en cas de catastrophe sont extrêmement actuels. De plus en plus de gens sont affectés par des catastrophes, notamment parce que les États sont incapables de les protéger effectivement. Malgré les efforts faits pour renforcer les régimes

juridiques existants, avec l'adoption, par exemple, des Lignes directrices relatives à la facilitation et à la réglementation nationales des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe lors de la trentième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et l'existence d'un corpus impressionnant de textes juridiques relatifs à la préparation aux catastrophes et l'intervention en cas de catastrophe, il est clair que le travail normatif n'est pas terminé. Des consultations avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et d'autres acteurs clés faciliteront sans aucun doute les travaux de la CDI et garantiront qu'ils ne fassent pas double emploi avec ceux d'autres organes.

53. Les pays nordiques souscrivent à l'approche fondée sur les droits adoptée par le Rapporteur spécial, qui devrait englober les droits des victimes et ceux des États affectés. Le droit à l'assistance humanitaire devrait être complété par des règles régissant l'accès humanitaire: si l'État affecté n'est pas en mesure de fournir les biens et services nécessaires à la survie de la population, il doit coopérer avec les autres États ou avec les organisations souhaitant et pouvant le faire.

54. Quant à la portée du sujet, opérer une distinction nette entre catastrophes naturelles et catastrophes dues à l'activité de l'homme n'a guère de sens pour l'individu affecté, et une telle distinction sera difficile à mettre en œuvre en pratique, étant donné les interactions complexes entre les diverses causes d'une catastrophe. La portée doit donc être large, à l'instar de celle de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, et axée sur les risques importants et généralisés mettant en danger la sécurité des personnes et peut-être aussi les biens et l'environnement. Les situations de conflit armé doivent toutefois être exclues.

55. La CDI a à juste titre examiné l'obligation de protéger qui est au centre du sujet. Sa tâche doit être de codifier les obligations existantes assumées par les États et le droit correspondant de protection, mais elle doit aussi se sentir libre d'examiner tout aspect de la protection et d'étudier les relations entre divers domaines du droit international.

56. En ce qui concerne l'obligation d'extrader ou de poursuivre, les pays nordiques ne ménageront aucun effort pour communiquer au Rapporteur spécial des exemples de leur pratique afin de lui permettre d'étudier la question de la manière plus approfondie. L'absence d'informations émanant des États ne doit toutefois pas retarder ses travaux.

57. Il existe une relation étroite entre la maxime *aut dedere aut judicare* et la compétence universelle à l'égard des crimes internationaux. Il existe un réseau de traités liant l'une à l'autre qui vise à faire en sorte que les crimes graves préoccupant la communauté internationale dans son ensemble ne restent pas impunis. Il faut étudier davantage les liens entre les diverses dispositions conventionnelles et leur statut en droit international général. Il faut en particulier réfléchir davantage à la question de savoir si l'obligation *aut dedere aut judicare* est en train de devenir une obligation de droit coutumier et, dans l'affirmative, dans quelle mesure et sous quelle forme.

58. **M. Retzlaff** (Allemagne) dit qu'ainsi que l'a proposé le Rapporteur spécial sur l'obligation d'extrader ou de poursuivre, certains États considèrent que le principe *aut dedere aut judicare* a peut-être un fondement coutumier et que, quoi qu'il en soit, le nombre croissant de traités établissant ou confirmant l'obligation d'extrader ou de poursuivre peut aboutir à l'avènement d'une norme coutumière. Toutefois, pour la délégation allemande, si la compétence universelle et le droit de tout État de poursuivre les auteurs de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, du crime d'esclavage et du crime de piraterie font assurément partie du droit international coutumier, la pratique des États n'est pas encore assez acceptée pour permettre de déterminer si l'obligation d'extrader ou de poursuivre existe dans des cas qui ne sont pas couverts par des accords internationaux. L'existence de tels traités est en elle-même insuffisante pour prouver l'existence d'une règle de droit coutumier.

59. Cet état de choses pourrait être confirmé par une étude plus poussée de la jurisprudence récente des tribunaux nationaux et internationaux. Il est toutefois très difficile de déterminer la raison d'une pratique particulière. Par exemple, les États peuvent sembler appliquer le principe *aut dedere aut judicare* alors qu'en fait ils appliquent le principe de la réciprocité, identifié comme l'un des principaux fondements historiques de l'obligation. De plus, il est douteux qu'une règle coutumière obligeant à extrader ou à

poursuivre puisse être déduite de l'existence de règles coutumières réprimant certains crimes affectant la communauté internationale dans son ensemble. Même dans le cas de génocide, la pratique des États n'est pas sans ambiguïté sur le point de savoir s'il existe une obligation coutumière d'extrader à la charge de tous les États, même si cette pratique, d'une manière générale, prive les personnes accusées de génocide de refuge. Cependant, nonobstant les doutes de sa délégation, l'Allemagne a incorporé le principe *aut dedere aut judicare* dans son Code pénal.

60. S'agissant de la protection des personnes en cas de catastrophe, la CDI devrait élaborer des règles non contraignantes qui complèteraient sans les reproduire les Lignes directrices relatives à la facilitation et à la réglementation nationales des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe. La CDI et le Comité international de la Croix-Rouge devraient échanger des données d'expérience et identifier les domaines dans lesquels il existe des problèmes que la CDI pourrait contribuer à résoudre. Une approche exhaustive englobant catastrophes naturelles et catastrophes d'origine humaine devrait être adoptée car il est impossible de distinguer nettement les unes des autres.

61. Le Rapporteur spécial prend à juste titre en considération tous les stades d'une catastrophe. Se limiter à la phase de l'intervention et de l'assistance durant la période suivant immédiatement une catastrophe serait faire preuve de courte vue. Pour être complète, la protection doit commencer par la prévention. La législation interne allemande sur la protection des personnes reflète déjà les Lignes directrices. L'Allemagne participe également à de nombreuses activités d'aide humanitaire dans le monde entier. À cet égard, le représentant de l'Allemagne propose que l'on envisage des mesures visant à améliorer la sécurité du personnel humanitaire, contre lequel les agressions directes ont récemment augmenté. Les organisations fournissant une aide devraient être consultées sur la forme que doivent prendre de telles mesures.

62. **Mme Lijnzaad** (Pays-Bas) dit que les travaux de la CDI sur la protection des personnes en cas de catastrophe peuvent contribuer à la mise en place d'un cadre juridique international cohérent sur le sujet. Il faut toutefois veiller à ne pas être trop ambitieux, en voulant traiter de tous les types de catastrophes et de

tous les aspects de la prévention, de la préparation, de l'intervention et du relèvement. Le Rapporteur spécial devrait définir plus précisément la portée de l'étude, en particulier les termes "protection" et "catastrophe". Une approche plus ciblée permettrait de mieux identifier les éventuelles lacunes des systèmes juridiques existants, par exemple en ce qui concerne la protection des personnes affectées par un conflit armé non international. Il est aussi nécessaire d'éviter de faire double emploi avec des normes et directives existantes. On peut déjà constater un certain chevauchement avec les Lignes directrices relatives à la facilitation et à la réglementation nationales des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe qui, si elles ne sont pas contraignantes, ont été élaborées à partir de nombreux instruments internationaux existants. Le Rapporteur spécial devrait indiquer plus en détail comment les Lignes directrices et le cadre juridique qu'elles définissent intéressent l'étude de la CDI sur le sujet. Il pourrait même étudier la possibilité de codifier le droit et de recevoir et de fournir une assistance humanitaire, bien que la délégation néerlandaise ait des doutes au sujet de l'approche fondée sur les droits, qui manque peut-être de réalisme en l'état actuel du droit international. On risque en outre de répéter les dispositions des instruments relatifs aux droits de l'homme.

63. Le sujet de l'immunité des représentants de l'État de la juridiction pénale étrangère est d'une grande importance pratique. La CDI devrait donc se demander si, en droit international coutumier, l'immunité *ratione personae* s'applique aux représentants de haut rang autres que les chefs d'État et de gouvernement et ministres des affaires étrangères en exercice. Avant d'élargir le cercle des bénéficiaires de l'immunité, il faut d'abord analyser les raisons justifiant celle-ci. Il faut aussi envisager les exceptions éventuelles à l'immunité, tant *ratione personae* que *ratione materiae*, pour les crimes de droit international comme le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et la torture. La délégation néerlandaise est de celle qui pense que la CDI devrait examiner les effets de l'immunité sur la compétence universelle à l'égard des crimes internationaux. À cet égard, elle note que, si les Pays-Bas ont établi leur compétence universelle pour les crimes de droit international dès lors que le suspect se trouve aux Pays-Bas, le droit néerlandais accorde l'immunité des poursuites pénales aux chefs d'État ou de gouvernement et ministres des affaires

étrangères en exercice et à d'autres personnes jouissant de l'immunité en vertu du droit international coutumier ou conventionnel.

64. La CDI devrait examiner la question des juridictions pénales internationales, eu égard à leur prolifération et aux immunités instituées en rapport avec leur fonctionnement. Enfin, elle devrait se pencher sur la distinction entre acte "officiel" et "privé", et sur son sens. La question de savoir si les crimes internationaux peuvent être commis à titre non officiel ou privé est particulièrement pertinente.

65. L'obligation *aut dedere aut judicare* contribue à l'institution d'un système de justice mondial éliminant l'impunité. Le Rapporteur spécial doit donc se pencher sur les questions de fond et élaborer une série d'articles. Il devrait commencer par examiner la source de l'obligation *aut dedere aut judicare* et sa relation avec la compétence universelle. Il devrait aussi se demander quels crimes mettent en mouvement l'obligation de poursuivre ou d'extrader et réfléchir au "troisième élément de l'alternative", soit la remise des accusés à un tribunal pénal international compétent. Pour sa part, le gouvernement néerlandais entend redoubler d'efforts pour enquêter sur les crimes internationaux et engager des poursuites contre leurs auteurs. Il souhaite échanger des données d'expérience avec d'autres États et se félicite des initiatives telles que le Réseau de points de contact de l'Union européenne en ce qui concerne les personnes responsables de génocide et de crimes contre l'humanité, et les réunions internationales d'experts sur le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL).

66. **M. Schulz** (Observateur de la Fédération des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge) déclare, au sujet de la protection des personnes en cas de catastrophe que l'expérience de sa Fédération, le réseau humanitaire le plus ancien et le plus étendu du monde, représentant des dizaines de millions de volontaires, lui a donné une conscience aiguë de l'importance des cadres normatifs pour les interventions en cas de catastrophe tant au niveau national qu'au niveau international. Elle a donc lancé un programme systématique de recherche en 2001, comprenant plus de 20 études de cas et des discussions avec les gouvernements et organismes humanitaires, en vue d'identifier les lois applicables et les problèmes juridiques. En 2007, à l'issue de consultations avec

plus de 140 gouvernements, plus de 140 Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et plusieurs dizaines d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales, le processus a abouti à l'adoption des Lignes directrices relatives à la facilitation et à la réglementation nationales des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe. Un certain nombre de gouvernements ont déjà commencé à utiliser les Lignes directrices, qui ne sont pas obligatoires, pour évaluer les forces et les faiblesses de leur législation. La Fédération et ses membres s'efforcent actuellement d'aider les gouvernements à tirer parti des Lignes directrices au moyen de projets d'assistance technique, notamment pour l'élaboration de matériel pédagogique et la formation.

67. Si elle se félicite de l'accueil positif qu'ont reçu les Lignes directrices, la Fédération est consciente qu'elles ne régleront pas tous les problèmes réglementaires liés à la gestion des catastrophes, étant axées sur les problèmes concrets. D'importantes questions demeurent en ce qui concerne la protection des personnes touchées par les catastrophes, le droit à l'assistance humanitaire et l'obligation des États de réduire les risques et de réagir à la catastrophe. Les travaux de la CDI sur ces questions et son étude de l'évolution du droit coutumier compléteront donc utilement les Lignes directrices. L'observateur de la Fédération sait donc gré au Rapporteur spécial de son désir de consulter la Fédération et d'autres organismes et de la rapidité avec laquelle il a compris les nombreux problèmes concrets qui se posent.

68. Les travaux de la CDI en étant encore à un stade préliminaire, il suffit de noter qu'un point crucial consiste à déterminer l'étendue du droit à l'assistance humanitaire. Pour la Fédération, il s'agit d'un droit fondamental appartenant à chacun d'offrir et de recevoir une assistance humanitaire, comme l'impliquent manifestement de nombreux instruments relatifs aux droits de l'homme. La portée de ce droit est toutefois en grande partie fonction de la nature de l'assistance et de la forme qu'elle prend. Un acteur international n'a pas carte blanche pour intervenir en cas de catastrophe naturelle sans tenir compte des autorités et de la législation nationales. De plus, les droits de l'homme ne sont pas seuls en cause. La démarche de la Fédération, par exemple, est fondée sur les besoins mais orientée par les droits. La CDI devra tenir compte de toutes ces perspectives différentes.

La séance est levée à 17h40.